**Courrier A+**

Destinataire : partie employeuse (celle avec laquelle on a passé le contrat de travail)

Expéditeur

………….., le ….

**Concerne : contestation du congé représailles en droit public (LPers-VD et droit communal)**

Madame, Monsieur,

Le …….., vous m’avez signifié la fin de nos rapports de travail à l’issue du délai de congé de 3 mois (*variante : 1 mois pendant la première année de service)*

Je vous rappelle que je me suis plainte il y quelque temps d’être discriminée et moins bien traitée que mes collègues de sexe masculin (ou discriminé et moins bien traité que mes collègues de sexe féminin).

*Variante 1* : *Vous n’avez rien fait pour éliminer cette discrimination qui n’est pas conforme à l’égalité entre femmes et hommes*.

*Variante 2 : Vous avez dû prendre certaines mesures ayant constaté que mes plaintes étaient fondées.*

*Variante 3 : La procédure relative à l’examen de mes plaintes est toujours en cours.*

Le licenciement qui m’a été signifié apparaît comme un congé de représailles. Dès lors, vous ne pouvez tout simplement pas résilier mon contrat sans autre.

Je vous offre mes services car je considère que les exigences légales ne sont pas remplies pour que vous puissiez mettre fin à mon contrat actuel. Si vous ne me confirmez pas par écrit dans les 10 jours que vous renoncez au congé, je saisirai les tribunaux compétents conformément aux dispositions de la LEg et demanderai à être réintégrée.

Je réserve tous mes droits en lien avec ce congé dont j’estime qu’il ne remplit pas les conditions légales et contractuelles qui me sont applicables.

Je vous adresse, Madame, Monsieur, mes meilleures salutations.

 Signature

La partie en jaune doit être individualisée en fonction de la personne signataire et des circonstances